

Baanda dhiqi faradji

« Nous sommes indépendants. Mais nos objectifs ou devrais-je dire la gestion de notre Etat ne dépend pas de nous. Ce sont nos ennemis qui mènent le jeu ».

L'histoire des quarante dernières années aux Comores exprime une volonté de souveraineté jamais atteinte. Le rêve d'un ailleurs possible, avance Soeuf Elbadawi, que les élites de ce pays n'ont pas toujours su honorer. Il suffit d'écouter l'homme du MOLINACO, Abdou Bakari Boina, en parler dans son film, *Uhuru na Igabuo*, pour s'en convaincre.



Réalisé dans le cadre d'une installation (*Pays de lune / Un rêve brisé ?*) présentée au Festival des Arts Contemporains (FACC) en 2014, ce petit film passe 40 années d'histoire politique au crible. Le récit sans concession d'une indépendance confisquée. Abdou Bakari Boina, précurseur de l'idée même d'une lutte pour la souveraineté nationale à Moroni, fondateur - avec ses compatriotes de Zanzibar - du Mouvement pour la libération nationale des Comores en 1962, y parle d'une indépendance acquise « *par le verbe* ». Un regard aiguisé sur la manière avec laquelle des usurpateurs de tous bords se plient à la puissance du maître pour se maintenir au pouvoir. Avant 1972, la classe dirigeante comorienne ne jurait que par ses amitiés françaises. Said Mohamed Cheikh et Said Ibrahim, présidents au Conseil de gouvernement, étaient connus pour ridiculiser les indépendantistes, œuvrant en partie depuis l'Afrique de l'Est.

Le père autoproclamé de l'indépendance, Ahmed Abdallah, dont le geste du 6 juillet 1975 reste un moment héroïque et symbolique de l'histoire comorienne, n'a été au final qu'un « commis » de l'Etat français, jusqu'à la fin de sa vie. Mais le film, *Uhuru na igabuo*, visible sur le net, nous semble parler d'autre chose. Car Abdou Bakari Boina, en grand témoin de l'histoire, insiste pour dire ce qui a manqué au tableau durant les 40 dernières années : un projet. Le pays a été desservi par l'absence d'un projet clair, portant les aspirations du peuple. Ali Soilih a été une exception selon lui, tout comme Sambi fut une énigme, lors de son premier règne. A l'époque du MOLINACO, il y avait ce concept, dit-il, comparant le pouvoir accordé aux représentants de l'Autonomie interne par la tutelle coloniale à un monceau de tabac (*igabuo*) que vous concède le possesseur d'une corde de tabac (*mkabaya wa msi*), synonyme de vrai pouvoir. L'impression que rien n'a changé depuis, puisque les responsables de l'Etat comorien continuent à fonder leur existence sur une forme d'assujettissement par rapport à la puissance française.

Abdou Bakari Boina, qui n'a pas perdu l'espoir de voir ce peuple retrouver sa dignité un jour, est un homme que l'on voit rarement dans les parades politiques des régimes en place, et dont l'historiographie existante parle peu, alors qu'il représente tout un pan de l'utopie de libération nationale. Dans le film, l'homme se livre à une critique sur l'essentiel : les élites nationales et leurs limites, la violence du maître et le silence entretenu autour, la question de la souveraineté confisquée. « *D'une certaine manière, nous le sommes... Nous sommes indépendants. Mais nos objectifs ou devrais-je dire la gestion de notre Etat ne dépend pas de nous. Ce sont nos ennemis qui mènent le jeu* ». Voudrait-on lui soutenir le contraire que nous ne le pourrions pas. Les séparatistes à Anjouan aiment à rappeler cette dure réalité aux contradicteurs. La monnaie, les frontières, l'espace maritime, l'armée, l'école, ainsi que les hommes politiques comoriens, sont tous sous contrôle français. Eux-mêmes, séparatistes au discours emprunté, le sont, encore aujourd'hui. « *Où est l'indépendance dans tout ce cinéma ?* » questionnent-ils.

Les Comores célèbrent en tous cas le 40ème anniversaire de l'indépendance, cette année, sans le moindre débat sur ces questions. « *La manière dont la France nous domine, je ne peux l'expliquer*, déclare Abdou Bakari Boina . *Cette France, ce n'est pas une personne humaine, ce n'est pas le citoyen de France. Mais c'est l'Etat français. Et ces choses ne peuvent changer, tant que nous, Comoriens, ne seront pas éveillés* » La parole de cet homme, au destin rebelle, résonne comme celle d'un homme debout, préférant sa liberté à l'idée de mourir « *esclave et soumis* ». Abdou Bakari Boina, qui a entamé son combat alors qu'il n'était que maître d'école, demeure un acteur incontesté de la lutte pour la souveraineté de ce pays. Il n'était bien sûr pas convié à la tribune des 40 ans, le 6 juillet dernier, sur la Place de l'indépendance à Moroni. Mais comme il représente l'autre versant des années de lutte pour l'indépendance et qu'il explicite notre douleur autrement qu'avec les mots du renoncement, sans doute qu'il dérange encore.

« *Je ne pense pas que le Comorien comprenne. Il pense qu'un ennemi, c'est quelqu'un qui s'amène avec un couteau ou quelqu'un qui te force ta maison. Mais le mal de la France en ce pays ne se voit pas. Ça passe par en dessous. Et comme on le dit en comorien, le poux qui vous suce le sang, se trouve toujours dans votre corps. La France joue à l'intérieur de nous. Dans notre intimité... L'ennemi, c'est celui qui passe en dessous pour anéantir ce qui t'appartient. Lorsqu'il te voit sur le chemin, il plaisante avec toi. Et tu penses que c'est un ami, alors qu'il est en train de te couper les jambes. C'est ce qui nous arrive avec la France.* » Abdou Bakari Boina ne donne pas licence pour autant aux dirigeants du pays, qu'il accuse de complicité manifeste : « *Ce que la France nous fait endurer dans ce pays, elle ne le pourrait pas, s'il n'y avait personne d'ici pour l'aider à le faire. Mais les meilleurs d'entre nous sont sous son contrôle. Quelqu'un m'a posé la question une fois. J'ai dit que si j'étais en bonne santé, le parti que je fonderais aujourd'hui, ce n'est pas un parti pour des élections, mais un parti pour changer les mentalités. Il faut changer nos façons de penser. Et il aurait fallu que les intellectuels nous le permettent... Rousseau, Montesquieu, ce sont leurs écrits qui ont transformé les Français, qui les ont amenés à se révolter.* »

Il insiste pour montrer que tout ce qui ressemble de près ou de loin à un intellectuel dans l'archipel n'a qu'un projet en tête : « *Être bien vu à l'ambassade de France. Jusqu'à quand ? je ne sais comment répondre à la question.* » Une situation qui se rapprocherait de la caricature, et qui perturberait même les autorités françaises. On raconte ainsi qu'un fonctionnaire de cette ambassade aurait confié à des amis comoriens au cours d'un dîner, lors de la fameuse dynamique du « Je suis Charlie » : « *Vous aimez bien critiquer la France, même s'il n'y en a pas une, mais plusieurs, et j'en suis la preuve, puisque je ne partage pas tout ce qu'elle fait ici. C'est pathologique. La France, la France. Mais ce qui est troublant, c'est la manière avec laquelle vous cherchez ensuite à emporter notre confiance. Vous avez vu le cortège d'hommes politiques venus soutenir mon pays à l'ambassade en janvier ? Même Sambi qu'on m'avait présenté comme étant en désaccord avec nos positions est venu plier les genoux devant notre drapeau. Pour les élections de 2016, il quémande notre soutien depuis Paris. Avouez que c'est troublant* ».

Abdou Bakari Boina, lui, reste égal à lui-même et confiant. Dans le film, il situe l'horizon au-delà des 40 ans. « *Je pense qu'il y a de l'espoir. Je l'ai bien dit. Baanda dhiqi faradji. Je ne vivrais peut-être pas assez longtemps pour le voir. Mais je crois que tout cela changera un jour. Je ne le dis pas comme ça. Mais je relis l'histoire. Je regarde comment ça s'est passé dans le temps, et dans le monde. Dans les pays sous contrôle, le dictateur règne un temps, dix, vingt ans, mais après arrive le coupeur. Il n'y a de soleil qui ne se couche un jour...* » Hors champ, il dira, beaucoup plus tard, en parlant de la théorie de l'igabuo, de la théorie du monceau de tabac : « *Nous n'aurions pas pu emporter l'indépendance autrement que comme ça. Il appartient aux générations actuelles de récupérer la corde dans son entier. C'est dans la vague que se situe la passe disent les Comoriens* ».

M.B.

Uropeve

#1 Juillet 2015 - Shiwandza shozinisa fikira na maurongozi ya ntsi



Politique et jeux de rôles

Quarante années d'indépendance n'effacent pas ce sentiment qu'éprouvent les habitants de cet espace archipélique. Cette sensation étrange de cheminer dans un tunnel sans fin. On a beau dire, beau faire, beau croire. Ce pays, sans cesse menacé de démantèlement, en est encore à courir après ses besoins de base. Manger à sa faim, se soigner, se former, sont encore des épreuves terribles pour le Comorien, qui n'a appris qu'à se taire, durant ces quarante dernières années. Le rêve d'une nation moderne, souveraine, capable de prendre ses enfants à charge, ne se vit que dans l'utopie. La faute aux politiques, sans doute. D'où la volonté de questionner leur rôle...

40 ans et des clous

« Nous n’avons pas compris qu’il nous faut un consensus national sur notre vision de l’avenir. Nous avons laissé en l’état tous nos maux : l’intégrité territoriale, le cadastre, les morts en kwasa... »

La politique au banc des accusés dans l’Union des Comores. Elle et ses institutions. Le rêve d’une société unie, égalitaire et souveraine, porté par le peuple dans les rues du 6 juillet 1975, a cessé de flotter dans les airs. Plombé, pour ainsi dire, puisque les acteurs politiques se montrent incapables de construire une alternative.

L’obsession du pouvoir les a éloignés des valeurs de l’Être-ensemble, et 45% de leurs compatriotes en paient le prix fort. Ils vivent en dessous du seuil de pauvreté¹. Ajoutez-y cette grande moitié de la population souffrant de malnutrition à cause de l’inflation sur les marchés². La crise de l’énergie, l’effondrement du système de santé, l’enseignement public au rabais, l’impunité au pouvoir...

Structurellement parlant, l’Union des Comores ne survit que grâce aux « produits bruts » de la dépendance. Aide internationale et transferts d’argent assurés par sa diaspora³. Les changements de régime successifs n’apportent en réalité que promesses et désillusions. La dernière marotte à l’affiche se fonde ainsi sur une exploitation possible d’énergie fossile. On parle de gaz et de pétrole. Mais rien n’indique que les autorités en maîtrisent les enjeux, au vu des cafouillages liés à la signature des contrats d’exploration. Le coup de gueule d’un journaliste, Ahmed Ali Amir, en dit long sur l’époque : « *Je pense au plus profond de moi-même qu’il faut faire une pause électorale. Parce qu’il n’existe pas encore de parti politique qui réponde aux normes requises pour prétendre à une alternance apaisée et pour porter un projet politique et économique global.* »

L’enlissement est profond. Après les discours et les lampions de début de règne, les pouvoirs en place s’engouffrent dans une routine de crise, où il s’agit de gérer l’Etat au jour le jour comme dans une cuisine familiale, sans la moindre vision susceptible de transformer une société. Les plus vaillants des hommes politiques de l’Union des Comores font presque pareil que sur l’île occupée, Maore, avec l’euro en moins. Ils se contentent juste de singer les programmes tracés par leurs partenaires extérieurs, la France au premier chef. Evoquant le rapport aux institutions de Bretton Woods, autres partenaires importants de l’Union, le même Ahmed Ali Amir s’écrit : « *Le FMI et la Banque mondiale continuent de narguer le pays avec la même rhétorique. De très bons résultats en début d’année et de très mauvais résultats au milieu de l’année, et des corrections supposées en fin d’année [...] Programme après programme, nous sommes plus pauvres que jamais.* »⁴

Mais où sont ces dirigeants dont le rôle est de réguler et d’instruire le destin commun ? Et à quoi sert le « politique » dans ces îles ? A rouler en 4x4 rutilant où à parader en costume avec des gardes du corps aux chevilles ? A discourir dans des raves party politiques, peut-être. Ce pays, où plus personne ne sait ce qu’il a à trafiquer avec son semblable, traverse une crise culturelle profonde. La défiance du Comorien envers ses dirigeants atteint des sommets. Gouvernants et gouvernés se regardent en chiens de faïence. Le mensonge devenant cet art de la survie par excellence, le contrat de confiance, rompu depuis des lustres, devient une abstraction, masquée par des cérémonies officielles à répétition et des ateliers à *per diem*, tous entretenus par la coopération internationale. La notion de pays elle-même finit par se noyer en chemin. « *Nous n’avons pas compris*, poursuit Ali Amir, *qu’il nous faut un consensus national sur notre vision de l’avenir. Nous avons laissé en l’état tous nos maux : l’intégrité territoriale, le cadastre, les morts en kwasa...* »

« *A chaque échéance électorale, nous faisons semblant de ne pas connaître le résultat* » conclut-il. Car le Comorien n’entrevoit plus que l’ombre de son destin, et ce, depuis l’assassinat d’Ali Soilih, le seul leader qui ait jamais su interroger une mémoire et un paysage, afin d’établir une vision politique, sur le long terme. Sans doute n’était-il pas un saint⁵, mais il a été seul à bousculer les oracles au service d’une dynamique de pays. « *Ali Soilihi*, soutient Lisa Giachino, dans le premier numéro de Kashkazi, *avait une vision globale des Comores, qu’il avait transformées en un vaste chantier. Sa conception du développement et de la justice tenait compte de tous les aspects de la vie sociale, économique, politique, administrative, culturelle et religieuse. Et s’il lui est arrivé de se tromper, la plupart de ses analyses s’avèrent, [40 ans] après son accession au pouvoir, toujours pertinentes* ». Le fils Mtsashiwa voulait donc réinventer cette communauté de destin. Sa mort est venue assombrir tous les horizons du Comorien, son pouvoir demeurant sans héritier. Histoire d’un homme venu trop tôt à la rencontre de son peuple, mais dont on ne peut faire l’économie, à l’heure des bilans. En 40 ans, il n’y en aura eu qu’un seul, d’Ali Soilih. « *Pauvres Comores* » s’exclamait Barwane, comédien et anthropologue...

La rédaction

- Moins de 1,25 dollars par jour et par habitant. Quatre ménages sur cinq sont considérés comme pauvres dans les zones rurales, et un ménage sur quatre dans les grandes zones urbaines. Ce chiffre connaît des nuances selon les régions, mais les Comores étaient au 150^{ème} rang (sur 187) du classement de l’indice de développement humain des Nations Unies en 2014.
- 3,5 % à la fin de l’année 2013.
- Un quart du PIB en 2009. Les transferts de fonds des migrants représentent la première source de financement externe de l’économie comorienne et le premier poste de ressources de la balance des paiements, permettant d’atténuer le déficit structurel du compte des transactions courantes. De l’argent dédié principalement à la consommation et aux services (37%).
- A l’instar de ce qui s’est passé avec le Club de Paris (épreurement de 5,9 millions d’euros de dette), l’allègement de la dette extérieure par ces institutions à hauteur de 176 millions de dollars US, dans le cadre de l’initiative PPTE (Pays pauvres très endettés) a à peine été ressenti dans une économie, qui, toujours, croule sous les dettes bilatérales et multilatérales. En 2014, le FMI annonçait un PIB de 998 dollars US par habitant, dans lequel il situait l’endettement du pays à hauteur de 18,3%. Ce qui fait dire à Djounaid Djoubeir : « *Les plans concoctés entre ces institutions et nous ne sont que des échafaudages sans lendemain pour faire vivre les golden boys et tenir en laisse un pays déjà malade de ses instabilités politiques* ».
- Un article de Kashkazi le dit « *adepte de la manière forte* », concentrant les pouvoirs, bousculant la population et n’admettant pas de contre-pouvoir.

Des bouffeurs de per diem

« Ils s’en vont, parce que le club n’est pas confort. Mais si les meilleurs se barrent dans les gradins, le club est foutu. C’est mathématique ! Y a plus de match, si tous les bons démissionnent. »



Un pays se construit avec des hommes et des compétences. Mais si les meilleurs de ses enfants le quittent, il ne peut avancer. On parle beaucoup de la fuite des cerveaux, de ces jeunes comoriens attirés par les mirages de l'ailleurs. On parle rarement de ceux qui restent dans le pays, au service d'intérêts qui les dépassent. Il existe ainsi une profession, « juteuse », que l'on nomme assez peu dans cette société, celle des consultants et des experts, en rupture avec la machine étatique.

Des hommes et des femmes de bonne volonté, désertant le circuit national pour se mettre au service de programmes de coopération internationale par appât du gain ou par simple désir de reconnaissance. Il faut voir avec quelle hargne ils courent après les projets et les appels à candidatures des bailleurs de fond ou des ONG. « *Les projets sont des champs d'expérimentation [qui] vident les services de notre administration de ces cadres les plus méritants. Ce qui aboutit à un cycle infernal* » remarque Idaroussi Hamadi.

Œuvrant dans le but d’accompagner ou de renforcer les capacités du pays, les bailleurs, qu’ils relèvent d’une institution de type Bretton Woods ou de la Commission européenne, de l’Agence Française de Développement ou des agences onusiennes, sont connus pour développer leur propre circuit, en dehors des administrations publiques. Un système rendu opaque au fil des ans, parfois régi comme une sorte de micro Etat, avec ses cahiers de charges, ses dispositifs de sécurité, ses équipes de gouvernance. « *Ces gens ont quand même besoin de justifier leur existence, et ce sont des fonctionnaires de l’Etat, qui doivent avaliser leurs politiques, valider leurs actions sur le terrain, en confirmant le fait qu’elles répondent à une nécessité impérieuse* » confie un ancien ministre.

Il fut un temps où ils s’appuyaient sur des élites dirigeantes peu regardantes, se contentant d’inaugurer tel ou tel projet, sans rien exiger en retour. Mais quand les politiques se sont mis à manipuler les aides, afin de les mettre au service de leur image, les bailleurs et les ONG, méfiants, ont dû rivaliser de génie pour éviter l’incident diplomatique. Rien de pire qu’un dispositif bloqué suite à une crise d’autorité. « *Ils n’ont pas eu à chercher longtemps*, raconte le même ministre. *A partir du moment où tel fonctionnaire ou tel politicien se retrouvait embringué dans leurs histoires avec quelques per diem ou privilèges à gagner, le bailleur pouvait agir en toute quiétude* ». C’est ainsi que l’Etat hérite d’un tas de projets discutables, mais qu’il ne peut remettre en question. Une représentante du système des Nations Unies n’a-t-elle pas dit un jour que cette corruption permettait de redistribuer de la richesse au grand nombre ?

Le résultat est que le bailleur peut alors initier le projet, l’évaluer lui-même, décider de la réussite ou non du dispositif, sans que les principaux intéressés aient leur mot à dire. Il suffisait qu’une autorité adoube le projet, en amont. Il est arrivé un moment, cependant, où les fonctionnaires comoriens se sont rendus compte qu’au-delà de la réussite ou pas de certains projets, les consultants et les experts, en provenance de l’étranger, pouvaient rester confinés dans leur chambre avec vue sur la mer, et les utiliser comme « *seconde main* » pour amasser données et analyses, afin de rédiger leurs rapports de mission. Savoir que leurs per diem et salaires étaient directement imputés sur l’aide accordée au pays ou sur le prêt consenti par les créanciers les a alors poussés à négocier de nouvelles formes de coopération à leur tour. C’est de là qu’est venue cette idée, déjà expérimentée ailleurs, de recourir à une expertise locale, qui, forcément, coûterait peu, tout en étant plus ancrée dans le paysage. « *Avec toute l’ambiguïté* » que cela génère, puisque personne, parmi les recrues, n’allait « *cracher sur la main qui le nourrit* » renchérit le ministre.

Nombre de cadres se sont engouffrés dans la brèche, désertant l’administration publique. D’abord, en privilégiant les missions du bailleur à la place de celles confiées par l’Etat. Ensuite, en démissionnant définitivement. Le mouvement s’est fait en crescendo, jusqu’à atteindre le niveau actuel, où l’Etat se retrouve bloqué avec des ressources humaines insuffisantes. En plus, les bailleurs et les ONG n’ont aucun mal à prendre les meilleurs. « *Il est difficile de refuser. C’est payé rubis sur l’ongle* » précise Said Omar, un ancien consultant. Dans un pays où le salaire tombe avec quatre mois de retard, l’argument financier est de taille. « *La règle en vigueur est telle qu’on perçoit au moins 30.000 fc, selon le bailleur, pour chaque jour de consultation ou de facilitation d’un atelier. Cette cagnotte peut, d’un commun accord, être aussi décidée de manière forfaitaire. Ceci laisse comprendre qu’elle ne sera pas en dessous de 600.000 fc* » témoigne Hamidou Bounou Saïd.

« *Que certains aient des conflits d’intérêts à gérer avec leur conscience n’empêche pas l’hémorragie* » reprend Said Omar. « *Il faut un certain courage pour échapper* » au système. Pour résister au discours sur les compétences ignorées

à mettre au service du développement, lorsqu’on est un jeune cadre plein d’ambitions. Mais Zain El Abidine Abdallah nuance : « *L’Etat comorien ne peut pas être considéré comme une victime. Il encourage plutôt [cette] dispersion des cadres, les pousse à faire carrière dans [ces] organisations.* » Il prend son cas en exemple : « *Formé par la République, de bout en bout, j’ai été placé sous la responsabilité d’une personne avec un niveau de collège.* » Déçu, il est parti aussitôt « *intégrer une agence onusienne* » où on l’a reconnu pour ses compétences. L’idée que les bailleurs puissent se tromper avec des programmes non adaptés au pays ne l’étonne pas, mais il insiste pour parler de cette marginalisation des compétences dans l’administration publique : « *On catapulte les gens dans la gestion de la chose publique et cela décourage les autres.* » Pas étonnant que cela génère de l’irresponsabilité dans les actions menées par l’Etat.

Consultants et experts sont unanimes. L’Etat déconsidère « *la matière grise locale* », comme l’affirme Mohamed Ali, un habitué du circuit. Une bonne raison pour désertar le camp national. Ceux qui restent dans l’administration sont « *les inutiles et les intègres*, caricature Said Omar. *Les premiers ne sont pas assez bons pour être admis dans le cercle. Quant aux seconds, autant dire que ce sont des casse-couilles, qui ne feront jamais rien dans leurs bureaux, à part donner des leçons aux partenaires* ». Il est deux choix possibles pour le prétendant au titre. Être totalement intégré au système du bailleur, jusqu’à se confondre avec son image. Mais les places sont chères, et il n’est pas donné à tout le monde d’accéder à ce niveau. Appels, concours et cooptations de toutes sortes entretiennent le mythe du cercle fermé, pendant que la seconde alternative, elle, semble plus ouverte. Elle consiste, en effet, à rejoindre le rang des experts affiliés, à qui il peut aussi arriver de traverser des mois de crise, faute de soutien étatique : « *les gens de la consultance sont des sortes d’intermittents. Mais ils gagnent assez pour se le permettre* ». Dans les deux cas, on sait que le revenu est confortable, et que le poste en impose : « *Les autorités comoriennes te respectent. Tu appartiens au camp qui dicte les règles, tu es proche des bailleurs. J’ai déjà vu un ministre me supplier. Ça peut vous griser...* »

L’administration publique a ainsi vu partir ses cadres, qui sont passés, du jour au lendemain, fonctionnaires internationaux. Sous contrat local, avec des prétentions financières réduites, certes, mais « *c’est toujours mieux que ce que l’Etat peut t’offrir* ». L’ennui, c’est que tu te retrouves au service d’une dynamique, qui, paradoxalement, n’existerait pas, si le pays n’était pas dans le besoin. Une dynamique au sein de laquelle tu ne peux pas jouer au nationaliste. Tu es même soumis à un droit de réserve, qui te transforme bien vite en simple exécutant des missions confiées. Ce qui n’est pas sans rappeler l’époque de l’Autonomie interne, où les politiciens comoriens devaient justifier les missions ingrates de la tutelle coloniale, tout en se réclamant d’enjeux collectifs. S’ils arrivaient à influer sur le réel et à changer, non pas le cours de leur vie, mais le commun d’un pays, « *je crois que les gens comprendraient* » avance Ahmed Abdou, employé dans une ONG. « *Mais nous sommes là à travailler pour des projets qui ont une durée de deux ou trois ans, qui finiront [...] oubliés. Les priorités de nos employeurs ne coïncident pas toujours avec l’agenda du pays* ». On sent comme un regret qui point dans la voix. En 40 ans, les actions menées par les bailleurs et leurs semblables, qui, parfois, ont eu du nez sur des questions essentielles, n’ont pas toujours abouti à la révolution annoncée. Souvent, elles n’ont servi qu’à nourrir des statistiques et à faire vivre des consultants et des experts.

Certains projets, pourtant défendables, ont, semble-t-il, terminé leur course dans des placards d’administrateurs, qui, n’ayant pas le privilège de partager le pactole des consultants et des experts, se braquent vite contre les dynamiques impulsées. Dans les faits, les hauts fonctionnaires de l’Etat sont réduits à un rôle de caution morale, avec des piles de documents et de procédures, sans aucun moyen de les faire appliquer. Alors que chaque expertise ou consultation coûte, en quelques jours, le double, au moins, des traitements mensuels du personnel d’Etat. Fonctionnaires et « *bouffeurs de per diem* » peuvent vite tomber en animosité. Les transfuges, connaissant les ratés de la machine étatique, contribuent alors à la disqualifier. Ironie du sort, ces hommes et ces femmes, sous contrôle d’entités étrangères, ont été formés par le même Etat qu’ils déclarent, aujourd’hui, forfair. A se demander si c’est vraiment l’Etat qui a échoué, puisqu’il fournit la main-d’œuvre nécessaire à ceux qui se penchent à son chevet, ou si ce sont ces bailleurs et ONG, qui n’auraient pas les mêmes attentes que les citoyens de ce pays.

Ce phénomène qu’on assimile à une fuite de cerveaux d’un genre nouveau, dans un archipel paralysé par des crises multisectorielles, où nombre de nationaux exercent déjà auprès d’entreprises privées étrangères en qualité de “conseil”, relève aussi d’une absence de sentiment patriotique. « *Les meilleurs joueurs s’en vont, parce que le club n’est pas confort. Ils veulent être mieux payés, bouffer comme des chefs et passer en experts à la télé* ». Leur pays figure un club de “perdants”, dépouillé de ses meilleurs éléments, et ne peut plus réfléchir sur sa destinée à long terme, d’après Said Omar. La paralysie le gagne par manque de ressources humaines. Car un pays ne se construit pas seul, mais avec des hommes. « *Si les meilleurs se barrent dans les gradins, le club est foutu. C’est mathématique ! Y a plus de match, si tous les bons démissionnent* ».

Mmadi Mihidjayi

Le citoyen un joke pour meeting

« Reconnaissons qu'en 40 ans, ce peuple en déshérence absolue, capable de perdre son âme en s'arrangeant avec ses créanciers et ses tutelles, n'a été à l'origine d'aucune transformation politique d'envergure. »

Au-delà de l'Etat-civil, la citoyenneté demeure un « projet » aux Comores. Car plus personne ne mise en ce pays. A peine si les gens s'imaginent vivre encore dans une même société.

Une société à triple vitesse. Avec une poignée de riches élus aux contrats à durée déterminée, des centaines et des centaines d'envieux à leurs portes, des milliers et des milliers de pauvres à leurs trousses. Une situation minant l'archipel, bien que ce soit à des échelles différentes selon la région. Seule la jeunesse charrie encore de l'espoir, en s'engouffrant dans le sas de la migration. Les statistiques de ceux qui partent de Maore suffisent à comprendre le calvaire de ceux qui prennent le kwasa pour des raisons prétendument économiques. D'aucuns avancent - histoire de se consoler à bon prix - l'idée qu'en 1975 les liens (owa-Masiwa) n'étaient pas mieux lotis. Un bon mot fondé sur une confusion générale, où les chiffres ne laissent jamais surgir de vérité indiscutable, à force de manipulations et de dissimulations. D'autres se veulent pragmatiques et pointent le doigt sur ce peuple, dont la docilité apparente perturbe. Les habitants de cet espace admettent, en effet, de ne pas maîtriser leur destin, en épousant des modèles importés, souvent taillés trop petits ou trop grands par la même puissance coloniale honnie en 1975. « *Des moutons de Panurge ! Combien d'après vous ont chanté l'indépendance dans les rues*, demande Mohamed Said, internaute, *sans savoir qu'Ahmed Abdallah n'était qu'un bébé cadum de l'empire français ?* »

« Si l'on passe les détails de l'expérience mahoraise, qui mérite un roman à elle seule, les enfants de la départementalisation étant actuellement en train de vomir leurs semblables des autres îles, tout en accusant la France d'agir en colon, note-t-il, on ne peut qu'être surpris par le vécu de l'autre côté de l'archipel, où on navigue à vue et où l'on donne des leçons de vertu indépendantiste, sans vraiment y croire ». De 1975 à 1978, poursuit-il, les habitants se sont laissés porter par le souffle d'une révolution à laquelle ils n'ont rien compris. Certains se souviennent même d'avoir pillé les *judiria* du régime soviétique au 13 mai, lesquelles *judiria* étaient remplies des moyens d'une autosuffisance située loin du temps des *mabawa* importés, des jus d'obésité et du riz à pénurie organisée. De 1978 à 1989, ce peuple est tellement rentré dans le fringant costume des *wanahatru* qu'il s'est transformé en toutou de sa majesté, Ubu roi Abdallah, sous la garde du prétorien Denard alias *Koloneli* Mhadjou. Il n'a pas été difficile pour un roitelet de France ensuite d'embarquer les Comoriens dans une histoire de « *démokrasia* »¹ depuis La Baule, avec une conférence nationale où il a surtout été question d'apprendre à se détester à la manière d'Abel et Caïn. « *Les faussaires rouges* » du FD, héritiers directs du Msomo wa nyumeni, étant passé par là, bien avant, la défiance en politique est devenue un principe de survie pour tous.

Une occasion rêvée pour que l'habitant de cet espace se défile sans compter devant les défis futurs, en jouant à l'éternelle victime. Comment voulez-vous croire en un pays quand tous ceux qui parlent en son nom le démolissent ? *Eu shindo nale mnankuhu wahahe*. L'expression est connue de toutes les mémoires de cet archipel. Mais sa traduction malheureuse (« *chacun sa gueule* ») durant les années du renoncement aux valeurs collectives (qui vont du syndrome *tahomba* de Mchangama aux mirages promis par Sambi) a fait perdre toutes ses illusions au Comorien. « *Tous pourris, tous les mêmes* » est la forme conjuguée du ras-le-bol général contre les élites au pouvoir. Mais une question demeure. Le peuple a-t-il jamais cherché à répondre au délitement par une alternative quelconque depuis la mort du *mongozo* ? Le Comorien de ces 40 dernières années a-t-il vraiment pris le temps de réfléchir à un modèle le libérant de ses tuelles ? « *Nous ne savons que subir, subir et encore subir* » se lamente un blogueur. « *Nous disons bien que mhono mndru yatso udjwa huuvundza mndru unuka, non ?* » L'idéologie du renoncement consiste à s'écraaser sous la main du plus fort, même lorsqu'on fait semblant à Maore de copier sur ses voisins Guadeloupéens dans une « basique » révolte dite des *mabawa*. Les manquements de la population à l'éthique citoyenne sont sans noms. Faire la victime est nettement plus simple que de jouer au citoyen tourmenté d'un pays défait. Être citoyen veut dire être conscient, responsable, engagé, indigné, juste et bâtisseur d'un autre monde.

Dire qu'il n'y a jamais eu de fronde citoyenne au tableau depuis 1975 serait probablement faux. Il y a même eu des actes d'héroïsme dignes de foi. On se souvient de l'histoire du jeune Ali waAdili et de ses amis révoltés contre le mercenariat en 1987. Chamanga et les anti-séparatistes du GRDC après la crise de 1997. Watwanjia et le gungu de Soeuf Elbadawi contre la départementalisation de Maore en 2009. Madij na Mwendeji, NgoShawo, la Fédération des consommateurs dans les rues de Moroni contre MaMwe, Comores Télécom et leurs abus, Usukani wa Masiwa campé sur les routes ou encore la jeunesse de Mitsudji contre les délires de l'AND. On pourrait justement évoquer le fait que les citoyens, lorsqu'ils s'avisent de prendre la rue, se retrouvent vite devant des forces de l'ordre déchainées. L'affaire de Handuli, « revendue » récemment à Colas par des oligarques du régime Iki, est révélatrice de la manière dont le pouvoir soumet la population à la jungle du plus fort. Idjabou Bacari de Dounia Web en parlait comme d'une « vraie patate chaude qui débouche sur le siège d'une ville. Un fiasco dans la gestion d'un conflit ». Pour s'ôtre refusée à des méthodes rappelant les heures sombres de l'avant 1975, Pvanambwani s'est retrouvée asségiée. Soit dit en passant, nombre de cités comoriennes ont préféré suivre le feuilleton sur le web pour ne pas avoir à se mouiller. Handuza mbara kahwende tranga. Mais cette liste, non-exhaustive, dressée à la hâte, est là - précisons-le - pour rappeler que l'histoire récente n'a pas connu que des mouvements anti-citoyens. Simplement, leur lutte à tous ces gens est restée orpheline, sans prolongements. Citoyen ? Le mot lui-même s'est transformé en joke pour « *meeting d'endormissement politique* » selon Said Ibrahim, autre internaute. A la place du citoyen, il y a des individus, opportunistes, qui se vendent au plus offrant, jouent à qui corrompt qui, s'abonnent au clientélisme et à tous les ismes en plus value express, « *le plus important de tous étant celui du néolibéralisme dont le vice-président Mamadou est l'avatar le plus ingénieux. Le FMI a dit que. La Banque mondiale a répondu que. Mais les Comoriens ne savent pas que. C'est bien mieux que ce que Dieu a dit, bien qu'il faille se méfier aussi des barbus, vu la manière dont ils s'invitent dans les mosquées, désormais* » souligne-t-il.

comment parler de citoyen dans cette fofou d'empoigne où l'individu-roi joue à scier la branche sur laquelle il est assis ? Lésé et méfiant, le Comorien préfère juger et condamner dans l'anonymat des bangwe ou du net, sans se remettre en cause. « *Aucun Comorien (ou presque) ne se sent responsable de la situation de son pays. Chacun renvoie la responsabilité à une vague entité, difficilement repérable en réalité : ces salopards d'hommes politiques ! Des extra-terrestres venus d'on ne sait quelle planète aider l'ancienne puissance coloniale à empêcher le développement des Comores par Les Comoriens !* » écrit l'historien Mahamoud Ibrahim, qui pense, sur le blog Mlimenge, que « *si les hommes politiques seuls développaient les pays, ça se saurait !* ». Et probablement que le Comorien aurait pu s'organiser depuis le temps qu'il comptabilise ses souffrances : « *Il ne le fit pas, sauf pour des luttes à caractère corporatiste* » s'enflamme un autre blogueur. « *Les salaires ! Les salaires ! Et toujours les salaires ! On n'a jamais vu un syndicat, ni à la santé, ni à l'enseignement, mugir pour autre chose que pour ses poches trouées* ». Et où sont les patients éconduits de l'hôpital El Maarouf ? Où sont les parents énervés contre le scandale des années blanches ? « *La meilleure définition que l'on puisse donner de l'homme est celle d'un être qui s'habitue à tout* » écrit Dostoïevski, dans *Souvenirs de la maison des morts*. Usé par des années d'instabilité et de manipulation politiques, le peuple de ces îles n'a pas le temps de réfléchir sur une mémoire des luttes menées ou à venir. Ce qui aurait peut-être permis de le tenir en éveil. A la place, il préfère monnayer sa survie contre deux cageots de mabawa, une bourse pour le petit ou un visa pour Marseille. Hena mndru tso kua opwamwawao.

Cette indifférence traduit son mépris envers le politique. Par ailleurs, les tentatives d'organisation ne lui ont pas laissé que de bons souvenirs. Ainsi des *Chatouilleuses* du MPM à Maore qui ne diffèrent pas des *Komite* du régime soihiliste dans leur toute puissance. Des milices d'individus mal outillés contre une réalité qui leur échappe. Des hordes de fanatiques mal formés, dont le projet annonce les armées caricaturant Dieu dans les cités de l'archipel à coup de *bidia* et de *fatwa*. Le rôle des hommes politiques est à questionner, bien sûr. Car ils n'encadrent plus, ne transmettent plus aucune vision. Les deux seules expériences intéressantes connues sur ce plan ont échoué. Toutes deux ont été brisées par la tutelle française. Mais si la première, celle des soixante-huitards, a été trahie par ses propres dirigeants, il y a 30 ans, la seconde, celle d'Ali Soihili, a été trahie par le peuple, il y a 37 ans. Il n'en fallait pas plus pour que la société civile devienne ce label vidé de son sens, qui, en semant discords et tensions dans les moments de crise, autorise certains à devenir calife à la place d'autres califes. Le rapport de forces entre un peuple et le pouvoir est si peu intégré dans les mœurs qu'il ne faut s'attendre à aucun autre miracle. Reconnaissons donc qu'en 40 ans, ce peuple en déshérence absolue, capable de perdre son âme en s'arrangeant avec ses créanciers et ses tutelles, n'a été à l'origine d'aucune transformation politique d'envergure. Il a juste été instrumentalisé pour des changements qui ne lui ont guère réussi, pendant qu'augmentent l'injustice et les inégalités...

1. Expression du président Djohar, dérivée des mots « *démocratie* » et « *crachât* », ayant pour but de signifier que la démocratie prônée par Mitterrand, lors du discours de la Baule le 20 juin 1990, n'était que vent et discours : une énième « *guerre de la salive* » comme les appréciait Ahmed Abdallah.

Une bonne fable de pays défait

« Sortir de la tragédie d'un naufrage collectif, c'est se jouer du temps, des individus et de leurs propres limites. C'est parvenir à opposer un autre récit au réel qui se délite. C'est échapper au destin du pantin en foire. »

Quarante années de singerie de discours sans fond, de partitions réglées d'avance. On pourrait presque conclure à une entreprise de faussaires dans un huis clos insulaire, où la force corruptrice de l'argent, la perversion des liens communautaires, la trahison des idéaux de justice et de liberté, sont monnaie courante. A Moroni comme à Mamoudzou, les élites au pouvoir ne s'intéressent qu'aux sièges à prébende, et non aux vraies questions : l'économie sous perfusion, le paysage encore sous tutelle, le social en crise. Les agences de casting politique pour manager au destin limité s'étant multipliées, ces dernières années, les allées du pouvoir se sont transformées en de petits territoires où les élus ne trouvent leur place que lorsqu'ils acceptent de croiser le fer contre les leurs, en espérant une quote-part ou des dividendes, auprès d'un partenaire étranger, alors même que sombre le boutre¹.

Dans cette bulle virtuelle — ainsi appelée parce que sans rapport direct avec le réel — qui tourne à pleins feux sur elle-même — on y entre comme au cinéma, et on en sort malgré soi, pour se noyer dans la banalité du quotidien, en attendant une alliance prochaine — l'animal politique reste un pantin de foire, déconnecté de la vraie vie, alors que son peuple n'attend que trois choses pour croire encore en un destin commun. Pouvoir manger à sa faim, se soigner à bon prix et éduquer ses enfants. Autant de questions sur lesquelles le pantin n'a pas vraiment prise. Il n'est donc pas étonnant de le voir s'enfermer dans une bulle, prêt à céder les bijoux de famille ou ce qu'il en reste, afin de se maintenir au sommet. C'est ainsi que le patrimoine de l'archipel a été bradé sans conditions depuis 1975⁴. Dans un climat de peur où les notions de souveraineté et de patriotisme virent au vide conceptuel. On sait ce qui a tué le mongozi Ali Soilih...

OwaMasiwa (les Iliens), quant à eux, ont mué depuis 40 ans. Ils sont devenus, ou farfelus, ou désespérés, ou enragés, ou encore schizophrènes. Leur seul point commun, c'est qu'ils ne sont jamais heureux. Car appartenir à cet espace, c'est admettre l'idée de n'être plus qu'un jouet, au service d'intérêts qui vous échappent. Il s'ensuit alors un phénomène intéressant, appelant au mythe fondateur d'une nouvelle fratrie, où ne vivraient que quatre types de fou. Le premier scie la branche sur laquelle il est assis, le second bouffe les miettes du banquet de ceux qui l'oppressent, le troisième ne s'occupe que de compter les jours du déluge annoncé, pendant que le dernier, lui, pense fomenter une révolution à lui tout seul, dans sa tête, contre le règne des Vainqueurs par Tant Pis⁵. Aucune fatalité à voir dans ce schéma. Juste l'idée qu'à force d'épuisement, un peuple peut se perdre en chemin.

On repense alors aux premiers habitants de cet espace. Des fracassés, des bras cassés, des démunis, fuyant une réalité sordide, tous, et qui, au bord de l'épuisement, ont cherché à faire société contre l'hostilité de la lave. Autour d'eux ils ont d'abord voulu imaginer cette terre comme le début d'une nouvelle histoire. Ce qui se comprend aisément. Mais ils en sont vite restés à leurs peurs du lendemain, aux envies d'exorciser les démons à leurs trousses, à ce besoin de vivre l'instant en lui-même, sans devoir se projeter, sur le long terme. Un peu comme le passager d'un *kwasa* s'enfonçant sous l'eau, qui remonterait en surface, de temps à autre, avec l'impérieuse nécessité, non pas de se rapprocher du rivage ou de tomber sur un navire de passage, mais de juste respirer et de voir un bout de ciel gris, avant de poursuivre son calvaire sous les eaux. Nous avons là une espèce de temps suspendu, situé hors champ, hors lendemain. L'épuisement du départ, lié à leur histoire d'origine, mène subtilement ces *iliens*, situés dans le passé, ainsi que leur descendance à cet état d'apesanteur, où il n'est nullement question d'arriver quelque part, mais uniquement de survivre à l'instant.

Alors, on dérive, sans jamais chercher à faire bouger la ligne d'horizon. Tant qu'elle est encore là, au loin, on s'en satisfait. Le drame de ce peuple se noue là. A un endroit très ancien de son histoire. Il se fonde sur une peur collective d'être rattrapé par des démons, qui, mal connus, sont confondus avec les tuteurs d'aujourd'hui, impitoyables qu'elles sont. D'où cette peur du lendemain que l'on n'arrive pas toujours à nommer. Manquer de vision sur le long terme peut troubler certains. Mais ne pas vouloir se projeter peut aussi être une manière de se prémunir d'un désastre annoncé, sur lequel on a peu de prise. La peur de sombrer dans des profondeurs abyssales prend étrangement cet instant d'apcalmie à la surface de l'eau - dont on a parlé - comme une réponse satisfaisante. Nul besoin de savoir ce qui se profile dans l'après pour celui qui boit la tasse. Ce qui se devine du passé suffit à apprécier le moment présent. Donc pas de projections. Un phénomène qui a l'avantage d'éloigner des vraies angoisses, en consacrant la toute puissance de la bulle. Du coup, les seigneurs de la politique peuvent s'étendre en paix, étant donné que le citoyen lui-même se refuse au réel et à sa complexité.

Appréhender la situation comorienne, c'est chercher à comprendre pourquoi cette bulle, dans laquelle s'ébaubit l'animal politique, sans rien changer au vécu des siens, parvient à tourner sur elle-même, sans que personne ne s'en émeuve. Elle est vidée de sa charge de réel. Mais elle renvoie à une société de gens, dont la satisfaction première consiste à être dans un entre-deux. Ni dans l'au-delà, ni dans la vraie vie, mais dans une antichambre où la sensation d'être encore vivant est une victoire en soi. Poser la question du rôle des politiques dans cet espace, c'est donc réfléchir à celui qui va crever la bulle, assez violemment pour que ce pays, dans son ensemble, comprenne qu'un destin d'hommes, cela s'invente, mais ne se suspend pas en travers de l'océan, sans la moindre vision d'avenir. *« Pour l'instant, nous sommes encore en vie, et pourvu que ça dure »*. Avouez qu'on ne peut se contenter d'une litanie aussi flottante...

Sortir de la tragédie d'un naufrage collectif, c'est se jouer du temps, des individus et de leurs propres limites. C'est parvenir à opposer un autre récit au réel qui se délite. Echapper au destin du pantin en foire. Ce qui oblige à un face à face, non virtuel celui-là, avec ces animaux politiques, prétendants prétendus aux décisions d'avenir de l'archipel, afin d'exiger une réponse définitive à cette ultime interrogation : à quoi sert le politique (la gestion de la vie en commun) dans un pays où plus personne ne croit en son voisin ? A produire du leurre ? A voir la réalité se dérober sous ses pieds ? A s'enfoncer encore plus dans le déni ? La pensée binaire voudrait que 3+1 ne fassent que 4 dans l'archipel. Mais que dire d'une équation à valeur complexe dont l'énoncé se fonderait sur trois inconnues : une puissance étrangère au visage familial, plus de 20.000 morts et près de 800.000 habitants rendus potentiellement clandestins sur la terre de leurs ancêtres.

Cette humanité encore en nous voudrait que l'on retrouve le chemin de l'intelligence collective, de la responsabilité, de la nécessité, de la justice et de l'urgence. Avec une force de vie, qui fasse écho à notre mémoire de façon digne et combative. La résistance au délitement et le droit à l'espérance sont à ce prix. N'en déplaie aux esprits chafouins, nous ne pouvons avoir été créés que pour survivre au déluge annoncé. Nous pouvons aussi nous occuper de fabriquer notre présence au monde sans le réduire à la férocity du maître, à sa capacité à nous anéantir, et nous pouvons aussi nous battre pour une autre raison que celle du déni de l'autre. C'est ainsi que renaissent les grandes fabriques de citoyenneté dans le monde. A l'endroit du collectif, y compris dans des pays à bout de souffle...

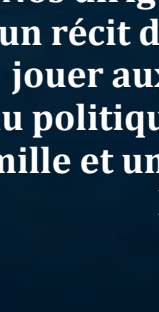
Soeuf Elbadawi

1. L'image du bouter figure le pays. Une des raisons qui explique que les Comoriens soient inaptes au bonheur.
2. L'affaire de Handuli, où se trouverait du minéral, est représentative de ces pratiques, où une oligarchie au pouvoir use des moyens de l'Etat, l'armée notamment, pour brader l'intérêt général au service d'une entreprise étrangère, la française Colas, en l'occurrence.
3. Expression utilisée dans *Un dhikri pour nos morts la rage entre les dents* (Vents d'Ailleurs), rappelant que la défaite n'a eu lieu que par le fait de la résignation. Les vainqueurs n'ont pu savourer leur victoire que parce que les perdants ont choisi de ne pas se battre, de renoncer.

Nos dirigeants sont là pour dresser un récit de vie collectif, et non pour jouer aux pantins en foire. La crise du politique s'explique de cinquante mille et une manières aux Comores.

Il y a en une qui l'emporte sur toutes, cependant.

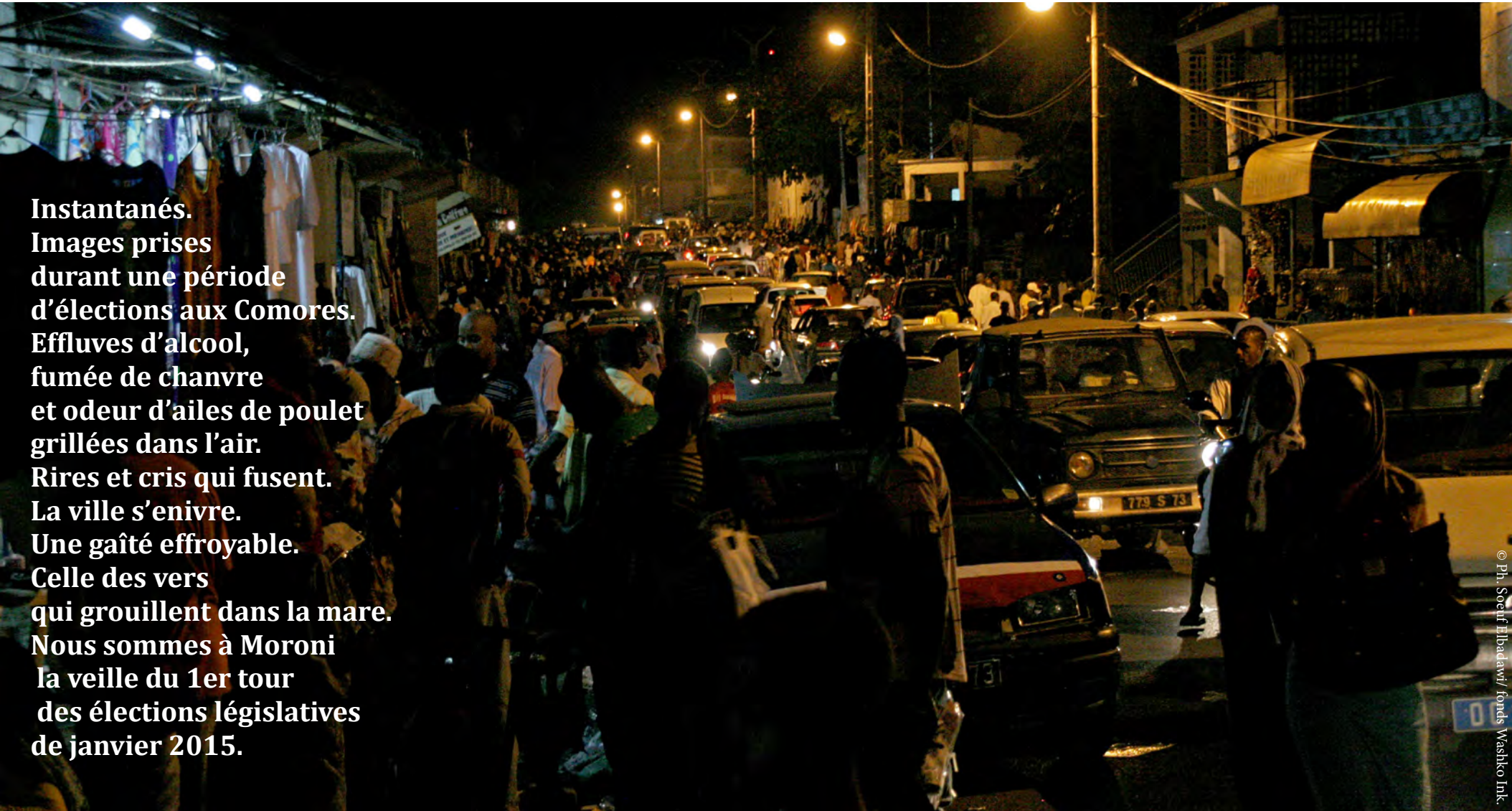
Celle qui consiste à raconter comment le réel, après avoir été démonté, pièce par pièce, durant 40 ans, laisse place à cette bulle, virtuelle, au sein de laquelle dissertent des élites en rupture avec les attentes de leur peuple.



Ph. Soeuf Elbadawi/ fonds Washko Ink.

Jeunesse le temps d'un vote

« Un chiffre qui frappe, en parlant de cette jeunesse à Moroni. 34,2 % de la tranche des 15-35 ans, ne sont ni dans le système éducatif, ni sur le marché du travail . »



Instantanés.
Images prises
durant une période
d'élections aux Comores.
Effluves d'alcool,
fumée de chanvre
et odeur d'ailes de poulet
grillées dans l'air.
Rires et cris qui fusent.
La ville s'enivre.
Une gaîté effroyable.
Celle des vers
qui grouillent dans la mare.
Nous sommes à Moroni
la veille du 1er tour
des élections législatives
de janvier 2015.

Des images des candidats longent les murs de la capitale. Une invasion d'affiches. Chacune avec sa couleur symbolique et son slogan. On peut lire *e twamaya ngiyonasi*, l'espoir est en nous. Ou *mabadilisho ya maendeleo mshidzi*, changement et développement à l'horizon. D'autres slogans suivent, les uns toujours plus pompeux que les autres. Des promesses. De la mauvaise littérature aux yeux de la jeunesse moronienne. Celle-ci ne croit en aucun des candidats en compétition. Elle les qualifie d'escrocs, de pilliers en parlant des caisses de l'Etat. Instrumentalisée, cette jeunesse se dit maintenant désabusée. Crédibilité zéro de l'homme politique. Son discours ? Du popu ! Le dimanche des élections, pourtant, cette jeunesse se rendra aux urnes. Les candidats ont leurs doses d'ambition, mais l'espoir et le développement promis dans les meetings ne sont qu'illusions et vanités. Il suffit d'observer pour comprendre.

La veille de ces élections, la ville est sens dessus dessous. L'alcool coule à flot, robinet ouvert à fond. Cadeau de certains candidats, semble-t-il. Corrompre les jeunes, en leur fournissant de l'alcool à profusion, en espérant leurs votes. A 2h du matin, Djaber, 18 ans, entouré de ses amis, chacun bien plus saouls que les autres, explique : « *Je pense que voter, aujourd'hui, c'est ouvrir les portes de l'Etat à des gens qui viennent faire main basse sur les biens du peuple. Pour nous, c'est un moment très attendu, car il nous permet de boire des bières autour d'une grillade, c'est mieux que rien. De toute façon tous les candidats sont désespérants. Donc on est avec celui qui donne le plus.* » A la question de savoir d'où arrive l'alcool, Djaber répond : « *Nous appelons tel candidat. On lui dit qu'on veut discuter. Et là, on dit à l'émissaire que voilà, on est, par exemple, 20 jeunes, et qu'on peut voter pour eux. En échange, on demande des cartons d'ailes de poulet et du nvinyo. Après, on lui remet nos cartes électorales, jusqu'au jour des élections, où il vient nous chercher avec une voiture pour aller voter. Ils acceptent toujours parce qu'ils savent que nous ce que l'on veut, c'est de l'alcool.* »

Une réaction curieuse de la part de gens qui se disent dégoûtés, blasés. Des jeunes du quartier Oasis auraient reçu des bières et des packs de vin de la part des mouvements Orange et Violet. Ce qui ne veut pas dire qu'ils voteront pour ces deux couleurs, forcément. La soirée se prolonge vers le sud de la ville. Madjadju, un quartier chaud de la capitale. Les candidats de Moroni Sud mettent le paquet sur ce bidonville. Ici, la liesse déborde les maisons. Barbecue improvisé dans chaque coin. L'air est électrique. Les jeunes ont reçu de quoi sombrer, plusieurs jours durant, dans l'ivresse. Ce qui en attire d'autres, venant d'ailleurs. En totale ébriété, un groupe a pour mission de « veiller » sur le quartier pour éviter à la concurrence de répandre son venin démagogique. L'UPDC aurait déjà marqué le terrain. Sus à l'intrus. « *Entre 1h et 2h du matin, le leader du mouvement Orange a tenté de rentrer dans le quartier, mais l'accès lui a été interdit. Une bande avait barricadé la route* » affirme Fahad. Habitant la zone, il se moque : « *Le leader en question a dû faire un détour vers Djomani, pour y entrer.* »

Des jeunes, torsers nus, rage imprimée sur les visages, cannettes de bière à la main, flânent sur la route, prêts à tout casser. Impossible de les approcher. Pendant ce temps, police et gendarmerie semblent avoir démissionné. Fahad tient à le dire. Il est de ceux qui ne participent pas à cette folie organisée. De ceux qui décident de ne pas se laisser corrompre. Les fausses promesses ne leur parlent plus. Promesses d'emploi, souvent. Ces jeunes ont ainsi monté leur propre mouvement qu'ils surnomment *Nvua*, la pluie. Sans doute par réaction contre le parti *Djuwa*, le soleil, populaire à Moroni. C'est le parti

de l'ancien président, Ahmed Abdallah Sambi. Peut-être aussi en raison des fortes pluies qui tombent sur la ville, en cette période de campagne. Dans le quartier de Magoudjou, plusieurs jeunes auraient, eux aussi, dit non aux canettes de bières. Ils veulent du travail.

Un chiffre qui frappe, en parlant de cette jeunesse à Moroni. 34,2 % de la tranche des 15-35 ans, ne sont ni dans le système éducatif, ni sur le marché du travail. L'insertion professionnelle ou sociale pose problème dans un pays où ils représentent autant de marchepieds possibles pour les prétendants au pouvoir. Il arrive que des jeunes leaders d'opinion arrachent un visa pour la France ou décrochent un emploi précaire dans une société d'Etat lors d'une élection, mais ils reçoivent rarement une réponse globale de la part des candidats au sujet d'une société encombrée par la sous-qualification de ses enfants. Les jeunes sont des pions dont on se débarrasse très vite, une fois les élections finies. Désenchantés, Fahad et ses copains du mouvement *Nvua* disent non ! Les temps se prêtent au changement ! Serait-ce le début d'une profonde indignation ? Le début d'un « Y'en a marre ! » à la comorienne ? Difficile de le dire...

Vivotant comme technicien dans un cyber du quartier Djivani, Fahad a appris le métier sur le tas, après s'être mangé plusieurs échecs au bac. Ici, « technicien » signifie qu'il s'assure du bon fonctionnement des machines informatiques à l'allumage. En même temps, Fahad doit pouvoir répondre à l'appel du patron, quand il faut soulever sacs de riz et de farine ou encore d'autres marchandises. De son côté, Djaber ne se donne aucune peine pour chercher du travail. « Ça serait se bouger pour rien. Déjà que ceux qui ont des diplômes n'en trouvent plus ! Lui, il a déserté les tables du collège » lance une voix résignée à ses côtés. Djaber vit avec sa mère et ses deux sœurs. Son père, très âgé, est rentré à Madagascar, pour couler égoïstement ses derniers jours sur l'île natale. Cette famille monoparentale vit depuis au jour le jour, la mère de Djaber vendant des galettes dans les environs, pour nourrir quotidiennement sa progéniture, dont le plus grand est âgé de 18 ans.

Les fêtards rencontrés à Oasis forment, eux, un groupe de sept à huit jeunes, dont certains sont encore au lycée. Ils s'y rendent pour user la couleur des bancs, mais n'attendent rien de leurs études, « en tout cas pas dans ce pays » disent-ils. Ils espèrent pouvoir migrer, un jour. Nasser, qui fréquente le lycée Said Mohamed Cheikh, vend seau, coupe-coupe et bassine à Volovololo pour s'en sortir. S'il avait à faire un choix, il opterait sans doute pour des études longues. A la question de savoir ce qu'il aimerait apporter à son pays, il se contente de lâcher un « je m'en fous » de principe. Dans sa tête, le mot « pays » se conjugue avec corruption, trahison, impunité. Le temps du chacun-sa-gueule l'énerve. En attendant les prochaines élections ou la prochaine pluie de promesses, Djaber et ses copains profitent et honorent l'instant avec leurs bières au goût « vindicatif ».

Fouad Ahamada Tadjiri

1. Enquête menée par l'INSEED sur la situation de l'emploi aux Comores. Le taux de chômage des moins de 25 ans atteint les 44,5 dans l'Union des Comores, selon une étude réalisée pour la mise en place d'un projet d'appui à la pérennisation de la paix par la promotion de l'emploi des jeunes et des femmes aux Comores (APROJEC), promu par le PNUD et le BIT.

Histoire d'intellectuosaures

« Je pense aussi que les peuples obéissent aux lois de la déchéance. Mais est-ce une raison pour que les individus arrivés au stade de leur sénescence renoncent à la vie ? »



© Pih Soeuf Elbadawi / Fonds Washio Int.

Entretien accordé par le poète
Anssoufouddine Mohamed
sur la plus grande tragédie
que le peuple comorien
ait connue depuis plus de 200 ans :
la tragédie du Mur Balladur.
Anssoufouddine Mohamed
est l'auteur de deux textes
poétiques remarquables
sur l'expérience comorienne,
En jouant au concert des apocryphes
aux éditions Coelecanthe
et *Paille-en-queue et vol*
aux éditions Komedit.
Il a également co signé
Brisures comoriennes, paru
l'an dernier chez ce même éditeur.

Que pensez-vous du silence entretenu par les autorités comoriennes autour des morts du Visa Balladur ?

Ce silence, à mon avis, participe d'un autre silence plus vaste, plus profond, plus pernicieux, le silence face au drame qui se joue dans nos espaces de vie quotidiens (hôpitaux, écoles, villes, villages, quartiers) devenus mortifères. Plus rien ne nous émeut, c'est le silence des cœurs et des âmes. Plus rien ne vient enrichir le souffle censé animer l'âme collective. L'accumulation des expériences vécues ensemble, la sédimentation de nos douleurs en partage, l'éblouissement de ces autres regards du monde que nous accordent nos belles errances, rien dans tous ces éléments - qui s'ajoutent strate par strate - ne concorde à définir une personnalité objective, capable de répondre à nos problématiques de vie. Nous modelons nos choix de vie sur du factice. Les seuls moments où nous sortons de notre silence de marbre, afin de dire notre présence sur ces îles, c'est pour nous plier à quelques gestes stéréotypés.

Seuls nous émeuvent les désastres. Nous sommes dans une forme d'aboulie collective. Nous sommes devenus les gestionnaires du désastre, et pas de n'importe quel désastre : celui qui génère de l'opportunisme et des per diem, celui qui pourra servir de trompe-l'œil, en vue des suffrages à venir. Rien ne s'inscrit dans la durée, dans le souci de léguer des terres viables à nos enfants. Tout s'arrête dans l'instant. Concernant le visa Balladur, nous pouvons établir ce constat. Au jour d'aujourd'hui, aucune autorité n'est allée rencontrer les orphelins, les veuves et les veufs nés de ce visa. Aucune autorité n'est partie voir le cimetière improvisé sur tout le littoral de Chiroroni, où régulièrement des corps sont retrouvés et enterrés sommairement. Il n'y a pas de « continuum » entre ceux qui meurent et ceux qui sont censés les défendre. Dans ce visa, les premiers en meurent, les seconds en vivent.

La gestion en trompe-l'œil du précaire au quotidien n'inscrit plus rien dans la détermination et la singularisation d'une personnalité politique franche. En conséquence, le discours des autorités à ce propos répond à un indolent conformisme qui perdure depuis trente ans. Il est renversant de constater qu'en place et lieu des concessions et des compromissions, il y a bientôt quarante ans un président, Ali Soilih, disait : « *la jeunesse comorienne, s'agissant de l'île de Mayotte, doit s'organiser, s'affermir, s'endurcir et démarrer le harcèlement de l'ennemi. Dans ce domaine, camarades, la lutte qui est déclenchée, et dans laquelle nous sommes engagés, la lutte de libération, c'est quelque chose de béni par notre religion et de béni par l'histoire. Car, partout où elle a eu lieu, et quelle que soit la différence des niveaux d'armement, des niveaux d'arsenal de guerre, la lutte de libération a gagné. Alors ici nous la gagnerons.* »

Il y a quarante ans, la question posée était celle d'un retour de Mayotte dans son giron naturel. Aujourd'hui, la question posée, c'est celle de sauver des milliers d'innocents, qui périssent en raison d'une absurdité contre laquelle le droit dans toute son immensité est de notre côté. A comparer ce discours bien différencié d'Ali Soilih avec celui de ces 30 dernières années, l'on se rend compte de l'état de dépréciation de nos corps en tant qu'êtres humains, mais aussi de notre dénégaration collective en tant que peuple lié par la conscience d'une histoire, d'une langue et d'une culture commune. Dans un corps vivant, la dégénérescence des organes, des tissus et des cellules, est un processus assez naturel. Je pense aussi que les peuples obéissent aux lois de la déchéance. Mais est-ce une raison pour que les individus arrivés au stade de leur sénescence renoncent à la vie ?

Les élites comoriennes n'ont-elles pas échoué face à la question française dans l'archipel ?

Chaque génération a ses élites. Chaque élite a ses missions que lui assigne l'histoire. L'élite, c'est ce qu'il y a de meilleur parmi nous, en tant que peuple lié par un même destin. Ce meilleur à mon sens contribue à la survie du groupe. Aux Comores l'émergence d'une élite n'est pas une vue de l'esprit. Nous n'irons donc pas chercher l'illustration d'une élite, de ses missions sur la planète Mars. Sous ce même ciel comorien, face à des questions existentielles, des gens se sont singularisés pour la survie collective. Les exemples sont légion. Je pense que messieurs Said Mnemoi, Fundi Abdoulhamid, Affane, Said Mohamed Djohar, ont rempli leurs missions en leur temps sur la question de l'école. Le combat pour l'indépendance compte aussi ses élites. La lutte contre les mercenaires a eu les siennes. Dans un pays où les enfants - centaine par centaine - mouraient de maladies diarrhéiques, de poliomyélite, de rougeole, de tétanos et de variole, des personnes comme Mme Affande, Dr Bacar ou Dr Islam ont rempli, me semble-t-il, leurs missions, en parcourant le pays, avec des voix radiophoniques restées quasi mythiques auprès de leurs concitoyens.

Quelle représentation le Comorien se fait-il de l'élite ?

Voilà une question qui se pose aujourd'hui à tous ceux qui devraient contribuer à faire émerger une espérance nouvelle dans l'archipel. C'est dans l'air du temps. Pour nos universitaires, nos doctorants, nos chercheurs, nos historiens, nos médecins, nos écrivains, nos artistes, et que sais-je encore, l'élite, c'est celui qui s'est trouvé un poste dans une agence des Nations Unies, dans une ONG, qui travaille à l'étranger. C'est celui qui sait vendre des « projets », qui a des facilités de voyage, qui a déjà publié un bouquin. C'est celui, cerise sur le gâteau, qui a un 4X4, une belle villa. En conséquence, ce n'est plus le même idéal de survie collective, ni la même race d'élite que nous avons connus dans les années 1960. Donc il va de soi qu'une question telle que celle du déterminisme de nos rapports avec la France dans cet archipel ne se pose plus. Dès qu'elle se pose, des peurs ataviques surgissent. Dans ces circonstances, je ne pense pas qu'il faille parler d'échec de l'élite. Il s'agit plutôt de renoncement et de reddition de la part de l'élite supposée.

Face aux naufrages des kwasa, on se demande, il est vrai, où sont passés les intellectuels de ce pays ?

Les diplômés de ce pays, nous savons où ils sont passés. Dans le mouvement aveugle du conformisme ambiant. Des années 1960 à nos jours, l'intellectuel a mué, le paraître prenant le pas sur toute autre forme d'existence. Toute notre conscience intellectuelle se réduit à l'exhibition des peaux d'ânes. Nous sommes plus éblouis par le contenant des choses que par le contenu. L'intellectuel, c'est le diplômé. Le diplôme est perçu comme un moyen d'ascension sociale. L'intellectuel n'est donc plus un sujet permanentement en butte aux idéaux, à la pensée et au savoir, mais quelqu'un qui détient son sésame pour graver les échelons sociaux. Les quelques « intellectuosaures » encore détectables sont, soit laminés par les masses, soit retranchés dans leur chape de plomb, convaincus de l'impossibilité de tisser quelques liens avec quoi que ce soit, et avec qui que ce soit.

L'impression que tout tourne à une « guerre de la salive », telle que professée par Abdallah, sans aucun effet sur la tragédie en elle-même...

Je ne pense même pas qu'on puisse parler d'une guerre de la salive. La guerre de la salive, la vraie, celle que nous avons connue, était sous-tendue par la production d'un discours ayant un contenu. Elle était sous-tendue par toute une machine diplomatique. Nous avons une telle propension au renoncement devant notre prétendue mère nourricière, « La France », qu'à la place d'une guerre de la salive, moi je parlerais d'un syndrome de Stockholm. C'est pathologique.

Propos recueillis par Soeuf Elbadawi